

Dijon le 23 octobre 2025

Quel est l'objectif de la direction ?

L'effondrement et l'assouvissement des personnels ?

A l'aube de la Toussaint et des baisses de température, se dessine un établissement où ses personnels se retrouvent aux abois.

Dans la lignée de l'ensemble des établissements de France, la surpopulation a atteint un nouveau et triste record.

Et pour preuve, les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 33 matelas au sol, dont une dizaine au QA, QUID de la labellisation de ce quartier ! (20/10/2025)

- 326 détenus pour une capacité de 185, soit une surpopulation de 229% pour le QMAH !

*Bien que notre établissement ait toujours été le théâtre d'une surpopulation endémique depuis des décennies, le bureau local **UFAP UNSa Justice** alerte le monde judiciaire sur les risques d'une surpopulation exponentielle. Avec d'une part, des conditions de détention des personnes placées sous-main de justice avec une promiscuité accrue, des tensions, des bagarres, du racket, une accentuation des trafics ; Et d'autre part sur les conditions de travail des personnels de tous grades et corps confondus qui, au fil du temps, n'ont cessé de se dégrader, ne répondant ainsi plus à une prise en charge optimum de la population pénale.*

Conscients de la capacité d'accueil de notre structure, les magistrats font fi de cette situation et préfèrent incarcérer sans retenue !

Le bureau local **UFAP UNSa Justice de la MA Dijon lance un appel à la responsabilité de chaque acteur du monde pénitentiaire ainsi que du monde judiciaire avec l'objectif majeur de ne pas incarcérer plus mais mieux.**

D'autant plus, que la direction et certains de ses sbires ont ouvert la chasse, motivés par leur loyauté primordiale à leur élévation de carrière, aux personnels qui au quotidien par les rappels et leur abnégation maintiennent le bateau à flot.

Mais le plus révoltant, c'est de constater que certains membres de l'encadrement, ont visiblement oublié d'où ils venaient. Une fois le galon obtenu, certains ont pris le melon.

Il serait inutile de rappeler trop en détail leur passé, dont certains aspects sentent plus la fosse septique que l'exemplarité.

En des temps plus sombres, tout à chacun connaît la résultante de la loyauté !

Contrôle des faits et gestes d'un agent à l'aide de la vidéo surveillance alors qu'aucun incident n'avait eu lieu...le téléphone de la CNIL pourrait bien sonner...voir même le tribunal être saisi.

Mais aussi une volonté malsaine du cadre réglementaire de retirer un poste de TV à la PEP1 positionnée dans un placard pour seul motif : avoir une bonne note à la MCI et se faire mousser par les porteurs de cravate qui on le rappelle ne font que des « recommandations ».

Ce mépris hiérarchique crée une fracture nette entre l'encadrement et les personnels, isolant les agents face aux pressions managériales. Pour preuve, les brigadiers-chefs ont été évincés du rapport de détention mettant ainsi de côté l'ensemble du corps d'encadrement et d'application !

L'encadrement devrait être un appui, pas un instrument de répression interne.

Nous constatons avec indignation que, même lorsque les agents se trouvent en arrêt, la hiérarchie trouve encore le moyen de mettre en doute leur sincérité.

A force de mépriser, de soupçonner, de pousser les agents dans leurs retranchements, la hiérarchie joue avec le feu.

Les agents épuisés, finiront par n'avoir d'autres choix que de se lever et faire entendre leur colère.

Pendant que la direction fait défiler sur l'écran d'accueil des messages sur la « prévention du harcèlement » ou la « lutte contre l'acharnement », c'est tout l'inverse qui se vit à l'intérieur des murs.

Nous refusons d'être les victimes d'une double peine : subir la surpopulation d'un côté, et le zèle autoritaire de certains cadres de l'autre.

Autre exemple, la démission soudaine d'un de nos agents ELSP, conséquence d'une gestion catastrophique et autoritaire d'un pôle devenu une annexe de l'ARPEJ ?

Et pour couronner le tout, comme si la tension ambiante et la surpopulation ne suffisaient pas, nous apprenons que suite à une panne du circulateur, l'hébergement homme n'a pas de chauffage ! Et que le devis des réparations avoisine les 30 000 euros avec un budget aussi sec qu'un puit en pleine sécheresse !

Mais pas de panique, on peut toujours ouvrir un registre, prendre la température, et rédiger un rapport sur le froid... Tout va bien, n'est-ce pas ?

La direction invoque une réelle volonté de vouloir faire de la sécurité mais en contrepartie ne déploie aucune énergie à débloquent davantage de fond pour les caillebotis abîmés ou encore organise des opérations de « fouille sectorielle » avec 3 cellules de prévues puis au final beaucoup plus de cellules fouillées. Tout ça avec quelques agents ELSP mais sans ERIS pour sécuriser cette opération. Nous n'avons pas la même définition de la sécurité...

Le bureau local UFAP UNSa Justice de la MA Dijon restera attentif aux décisions qui seront prises au plus haut lieu, et dans le cas contraire, saura rassembler les personnels pour décider de modalités d'action !

Collègues et camarades tenez-vous prêt...

Pour le bureau local,

Ludovic SKUBALA

Sébastien THEVENIN

Mouez RIAHI